

5. Kongress der Europäischen Senioren Union (ESU)
5th Congress of the European Senior Citizen's Union (ESCU)
5^{ième} Congrès de l'Union Européenne des Seniors (UES)
27. - 29. 04. 2004 Bonn-Bad Godesberg (D)

Discours officiel du professeur Dr. Hans Gert Pöttering,
président du groupe parlementaire du Parti Populaire Européen, le PPE,
au Parlement de l'Union Européenne à Bruxelles, lors du 5^{ième} Congrès de l'UES,
le 29.04.2004 à Bad Godesberg (D)

[Déclarations fondamentales et idées directrices, résumées par le professeur Walter Paul (A) / UES, sur la base de ses propres notes de textes en sténo et extraits d'enregistrements sur bande magnétique]

Cher Monsieur le Président,

cher Monsieur le Président de l'Union Européenne des Seniors,

cher Bernhard Worms,

cher professeur Dr. Schroeder,

chère collègue Ruth Hieronymi,

chères amies et amis,

chers amis, dear friends, cari amici, beste frinden, je ne peux malheureusement pas le dire en grec, étant donné que je n'y suis pas vraiment préparé, sinon je l'aurais dit également en grec.

Très chers Mesdames et Messieurs !

Il est agréable d'être avec vous aujourd'hui. Vous, en tant que génération qui a contribué d'une façon tellement incroyable à l'union de L'Europe ! Et je vous suis reconnaissant d'avoir attribué à votre Président, Bernhard Worms, plus de 98 % de votre confiance. Toutes mes félicitations, non seulement de ma part, mais également de la part de notre groupe parlementaire du PPE-ED - et je nous souhaite de continuer sur cette bonne collaboration.

- **Vous vous êtes choisi un slogan génial** pour votre Congrès, à savoir « *sens des responsabilités* » – cela se comprend avec l'expérience, mais aussi « *audace et inconfort* », ce qui signifie que vous liez votre expérience à un engagement juvénile. C'est ce que Bernhard Worms vient juste de dire à propos de ce programme : « *alerte* ».
- **Je voudrais vous rassurer:** Concernant les procédures sur lesquelles nous pouvons avoir de l'influence lors de l'organisation du programme, **nous ne pouvons prendre aucune décision, sans avoir entendu auparavant le Président, la Présidence et l'Union des Seniors du Parti Populaire Européen.** Je peux vous l'assurer ! Je voudrais bien travailler avec vous et nous voulons coopérer avec vous, en ce qui concerne l'organisation de notre avenir commun.
- Si en 1979, lors des premières élections européennes, quelqu'un avait dit que le **1^{er} mai de l'année 2004**, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, les Etats du Pacte de Varsovie, ainsi que les Etats de l'alliance militaire du communisme: La Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et la Slovénie appartenant à la Yougoslavie communiste, seraient membres de l'Union Européenne ! Notre réponse aurait été: C'est une belle vision. C'est un beau rêve. **C'est un très grand espoir, mais nous craignons que cela ne puisse jamais devenir réalité.**

- **Mais cela est effectivement devenu une réalité** et c'est pour cette raison que nous disons : « **Nous souhaitons la bienvenue aux populations d'Europe Centrale dans l'Union des valeurs, l'Union Européenne!** ». C'était notre proposition, pour Malte et Chypre également, et cela n'aurait pas pu être possible, s'il n'y avait pas eu cette volonté de liberté des hommes. Nous nous sommes toujours engagés ensemble en faveur de la liberté et de la démocratie et nous remercions les populations d'Europe Centrale d'avoir combattu le communisme, de l'avoir évacué pacifiquement, ce qui nous a permis maintenant d'être unis au sein de l'Union Européenne ! Nous ne devons pas non plus oublier de citer notre Pape Jean-Paul II. C'était un adage du dictateur soviétique, Joseph Staline, qui, dans les années '40 du siècle dernier a demandé une fois : « *Combien de divisions possède le Pape ?* » Et ce dictateur soviétique l'a dit d'une manière méprisante. Le Pape avait et a crié à ses compatriotes en Pologne dans les années '80: « *N'ayez aucune crainte !* ». Il ne s'agissait pas de divisions au sens militaire, mais de divisions de la puissance morale, spirituelle et religieuse, et c'est pour cela que nous avons également toutes les raisons de remercier cordialement le Pape Jean-Paul II pour sa contribution historique !
- Nous devons ensuite bien évidemment aussi y réfléchir : L'Union Européenne peut-elle toujours et encore s'agrandir et ouvrir ses portes à de nouveaux Etats ? Et la-dessus, il pourrait y avoir des avis très différents. Mais je trouve que nous devons répondre à la question avec beaucoup de précaution et beaucoup de respect – aussi vis-à-vis de nos partenaires turcs, à savoir si l'Union Européenne peut supporter le fait de prendre aussi la Turquie. Même au sein du Parti Populaire Européen, il y a à ce sujet des avis très différents. Nous devons, dans les semaines, les mois et les années à venir, trouver une réponse, à savoir, où se situent les frontières de l'Europe, les frontières de l'Union Européennes – et chaque pays, qui a une orientation politique européenne, ne doit pas non plus obligatoirement devenir membre de l'Union Européenne. Et c'est la-dessus que nous devons trouver une réponse.
- Nous avons d'importants devoirs à accomplir dans l'avenir. Nous étions d'accord sur le fait que nous devons combattre le terrorisme, mais nous étions également d'accord sur le fait que nous devons organiser un partenariat stable avec les Etats arabes et islamiques. Et qui d'entre vous, venus de France, d'Espagne, du Portugal ou de Grèce connaît l'importance de l'espace méditerranéen. Nous devons également regarder vers le Sud. Les pays d'Afrique du Nord représentent la frontière Sud de l'Union Européenne. Et nous ne voulons justement pas qu'il y ait ce « *Clash of Civilisation* » – ce « *Choc des Cultures* ». On peut également insister la-dessus par la rhétorique, Mesdames et Messieurs, nous voulons un partenariat même s'il s'agit également d'une amitié avec les Etats arabes et islamiques et c'est un devoir très important que l'Union Européenne devra accomplir au 21^{ème} siècle.
- Passons maintenant à nos relations avec les Etats-Unis d'Amérique : Chacun d'entre nous a certainement sa propre position sur la guerre en Iraq, à savoir si cette dernière était justifiée ou pas. Ce n'est pas le sujet que je voulais aborder maintenant – mais l'expérience avec justement ces nouveaux Etats membres nous apprend que lorsque nous construisons l'Europe et que nous n'avons pas tous les mêmes positions que les Etats-Unis, c'est alors que l'Europe se divise, parce qu'en effet, si on se mettait à la place des nouveaux pays qui ont du supporter le communisme pendant 50 ans et plus, on comprendrait que ces derniers se rangent immédiatement du côté des Etats-Unis d'Amérique – et déjà l'Europe serait divisée, c'est aussi pour cette raison qu'il est donc important que nous organisions notre politique au sein de l'Union Européenne de manière à ce que nous soyons des partenaires égaux vis-à-vis de nos amis américains. Nous ne voulons pas de la domination de l'Amérique sur nous. Nous voulons et devons être des partenaires égaux.

- Maintenant, chers amis, cette Europe, **l'Union Européenne, avec à partir du 1^{er} mai 455 millions de personnes, ne fera donc bloc que si nous avons une grande agrafe et c'est pour cette raison que l'Union Européenne a besoin d'une Constitution.** Et c'était notre **groupe parlementaire qui a exigé que nous ne parlions pas à huis clos** lors des conférences gouvernementales **au sujet de l'avenir de l'Europe, mais plutôt que nous obtenions une assemblée**, une conférence, dans laquelle sont présents des députés du Parlement Européen, des parlements nationaux, des gouvernements, **une assemblée, dans laquelle il est publiquement discuté de l'avenir de notre continent.** Et c'est ainsi que nous avons obtenu cette assemblée. C'était une grande chance que l'un d'entre nous soit issu de notre famille politique du PPE, à savoir l'ancien Président français Valérie Giscard d'Estaing, président de cette assemblée. Et nous espérons qu'encore sous la présidence irlandaise jusqu'à la fin de cette présidence, jusqu'à fin juin, nous parviendrons à un accord au sujet de la Constitution. **Pourquoi cette Constitution est-elle importante ?** Elle est tout d'abord très importante, parce que **nos principes fondamentaux et nos convictions dans le préambule et dans la charte** font maintenant leur entrée dans la Constitution Européenne. Et le plus important, chers amis, c'est que la **dignité de l'Homme est placée au centre des préoccupations.** Et dignité de l'Homme signifie: **l'Homme est responsable de soi, mais il a également une responsabilité vis-à-vis de la communauté et de la société.** Et ceci représente **l'image humaine chrétienne.** Et c'est ainsi que cela figure aussi dans la Constitution, parce que c'est là où l'Homme se définit en tant que personne. **Nos principes y sont également appliqués : la famille, la solidarité, la subsidiarité, l'interdiction du clonage et il s'agit de l'héritage culturel, religieux et humaniste de l'Europe.** Et cela aboutit à une **discussion importante** à ce sujet, à savoir **s'il ne serait pas sensé de mettre également en évidence l'héritage judéo-chrétien.** Mais je sais bien que, même au sein du PPE, cela n'est pas perçu de façon complètement unanime. **Et nous savions qu'il était très difficile de le faire accepter au Parlement Européen.** Cependant, **« nous ne retirons pas la requête, mais nous voulons plutôt annoncer la couleur et même si on n'obtenait pas la majorité, ça serait déjà bien d'avoir réussi à rapprocher les propres principes et les propres convictions de l'Homme ».**

Je voudrais cependant aussi préciser qu'un **bon nombre de nos convictions** figurent dans la **Constitution**, que **les Eglises et les communautés religieuses sont protégées avec leur statut de droit**, ce qui est très important au sein de l'Union Européenne et **c'était notre exigence de l'appliquer et nous l'avons appliqué !**

- **L'Europe doit décrire quels sont les devoirs qu'elle doit accomplir.** Chaque devoir en Europe n'est pas forcément un devoir pour l'Europe. Cela concerne **les grandes questions de politique extérieure, de sécurité et de défense.** Cela concerne **le marché intérieur européen, la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et du capital.** Et cela concerne par exemple **la stabilité de la monnaie européenne.** Ceci doit être bien respecté et c'est pour cette raison que le **nouvel endettement ne doit pas dépasser les 3 %** et **ce serait mauvais de revenir sur une nouvelle politique d'endettement**, parce que sinon, les jeunes d'aujourd'hui devront plus tard rembourser l'argent, ce qui n'est bien entendu pas très moral et pas économique non plus, et **il n'est pas acceptable que des petits pays qui contreviennent aux critères reçoivent un «avertissement»**, alors que lorsque des grands pays contreviennent aux critères, on ferme les yeux. **Le droit doit être respecté par tous.**
- Tournons-nous d'abord vers **les institutions européennes: Le Parlement Européen** est même aujourd'hui **sans législateur constitutionnel dans 75 % de la législation européenne.** Et ceci **dépasse les 90 % quand la Constitution entre en vigueur.** Nous avons demandé

que des personnalités particulières au niveau national, en particulier des ministres – appelons-les des ministres européens – soient responsables de la législation européenne, conjointement avec le Parlement. Malheureusement cette pensée n'a pas été appliquée, mais le **Conseil des ministres au ministère des Affaires Etrangères reste le législateur européen avec le Parlement**. Cependant, il est **important que nous soyons tenus informés des décisions législatives**. Ceci fait partie de la transparence, de la démocratie en Europe et ce sera appliqué avec la Constitution.

- **Ensuite vers la Commission Européenne : Notre choix électoral doit être que nous redevenions la plus grande puissance au sein du Parlement Européen** avec les élections européennes et il ne doit alors pas se reproduire ce qui s'était produit en 1999, à savoir que nous étions le groupe parlementaire le plus puissant, mais qu'ensuite, cela ne s'était pas reflété dans les résultats électoraux **en la personne du Président de la Commission Européenne** et c'est pour cela que **nous demandons que les chefs d'Etat et de gouvernement tiennent également compte des résultats électoraux lors de leur proposition au Président de la Commission Européenne**, si les autres élections l'emportent. Il en va exactement de même, mais **nos chances**, je pense, **sont bonnes** et dans la Constitution, il est également stipulé que le Président de la Commission pourra dans l'avenir licencier un membre de la Commission si on reproche à ce membre de la Commission quelque chose de grave. Ainsi est introduit un principe, au niveau national bien entendu. Un chef de gouvernement peut licencier un ministre. Et rien que le fait que cette possibilité existe, Mesdames et Messieurs, cela a déjà un effet pédagogique et **au niveau de l'Union Européenne, il ne devrait pas y avoir moins de responsabilités qu'au niveau national** et sur ce point-là, la Constitution représente également un progrès dans ce domaine.
- **Encore deux remarques : Nous devons soutenir « les Droits de l'Homme dans le monde »**. Et c'est pour cela que nous devons exiger, en tant que représentants d'un règlement fondé sur le droit, que chaque homme, qui est inculpé, puisse aussi avoir un représentant juridique de son côté, pour qu'il puisse aussi, le cas échéant, prouver son innocence. **Nous avons bien sûr besoin de la Constitution et en démocratie, c'est bien entendu la majorité qui l'emporte**. C'est normal. Ceux qui procèdent à un vote et qui emportent les élections, décident – On n'obtient pas toujours des résultats de plus de 98 % qui laissent tellement rêveurs comme ceux de votre président Bernhard Worms. **Mais, chers amis, il n'y a pas seulement cette histoire de vote majoritaire. Il y a quelque chose que l'on devrait appeler « la culture ou l'éthique de la coopération »**. Et cela explique comment on se comporte avec l'autre et **c'est pour cela qu'il ne devrait pas être acceptable que quelques grands pays d'Europe pensent être de leur devoir de donner la bonne direction**. Non, ils doivent tous se mettre d'accord, quand il s'agit de l'avenir de l'Europe. Et même les petits pays ont au même titre une dignité et un honneur, le droit de mettre en avant leurs convictions à travers leur gouvernement, à travers leurs députés, comme les grands pays le revendiquent pour eux. **Le droit, la dignité et le respect sont des valeurs qui sont valables pour tous, qu'ils soient grands ou petits**.

Chers amis, justement votre génération sait ce que signifie l'Europe et ce que nous devons à l'Europe et sait par expérience, même dans sa vie très personnelle, ce que signifie que de vivre dans la discorde. Et **il y a eu des personnalités comme Robert Schuman, Alcide de Gasperi, Konrad Adenauer et d'autres qui ont dit : Nous avons besoin d'une nouvelle méthodologie, étant donné que nous sommes amenés à travailler ensemble. « Nous avons besoin d'Europe »**. Et il ne s'agit pas seulement d'une Europe de la coopération des gouvernements ou des Etats – **« Nous avons besoin d'un toit solide au-dessus des Etats et des nations »**. Une Union Européenne puissante avec des institutions européennes puissantes. Et **« nous avons besoin du droit européen »** et nous sommes

maintenant en voie de donner à l'Union Européenne **« une Constitution »**. Cette Constitution représente la loi fondamentale, la loi principale des Européens. Le droit garantit la paix. Et, chers amis, le maintien de la paix, associé à la liberté, à la démocratie et à la dignité de l'Homme est la chose la plus importante que notre génération puisse faire pour les générations qui viennent après nous et c'est pour cela que la pensée de paix reste néanmoins le véritable noyau dur de la politique d'unification européenne et je voudrais vous remercier très chaleureusement, en tant qu'Union des Seniors du Parti Populaire Européen, de prendre ce chemin. Nous pourrons donc défendre de manière vigoureuse nos idéaux **« sens des responsabilités, audace et inconfort »** dans l'avenir.

Je vous remercie de tout cœur et vous souhaite bonne chance pour la suite.